



## Parlamentarische Neueingänge vom 16. Mai 2024 Interventions parlementaires déposées le 16 mai 2024

20240164	<b>Dringliches überparteiliches Postulat, Roquet Hervé, Fraktion PSR, Boly Kady, Fraktion PSR, Kilezi Ruth, Fraktion PSR, Bucher Juliet, Fraktion SP/JUSO, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO, Tennenbaum Ruth, Fraktion Grünes Bündnis, Hamdaoui Mohamed, Die Mitte, Pir Chè Celik, PdA</b>	<b>DSS</b>
	Eine Krise nach der anderen bei der Dienststelle Einwohner- und Spezialdienste, Bereich Migration – und was macht die Direktion?	
	<b>Postulat interpartis urgent, Roquet Hervé, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Bucher Juliet, Groupe PS/JS, Tanner Anna, Groupe PS/JS, Tennenbaum Ruth, Groupe Alliance Verte, Hamdaoui Mohamed, Le Centre, Pir Chè Celik, POP</b>	<b>ASS</b>
	Crise à répétition au Service des habitants et services spéciaux, secteur migration - que fait la direction?	
20240165	<b>Dringliches Postulat, Tanner Anna, SP, De Maddalena Daniela, Grüne, Stolz Joseline, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Lehmann Caroline, GLP, Pir Chè Celik, PdA (Kulturgruppe)</b>	<b>PRA</b>
	ESC 2025 in Biel/Bienne	
	<b>Postulat urgent, Tanner Anna, PS, De Maddalena Daniela, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Lehmann Caroline, PVL, Pir Chè Celik, POP (Groupement culturel)</b>	<b>MAI</b>
	Eurovision 2025 à Bienne ?	
20240166	<b>Dringliche Interpellation, Tanner Anna, SP, Rüber Stefan, Grüne, Roquet Hervé, PSR</b>	<b>FID</b>
	Finanzielle Verluste verhindern	
	<b>Interpellation urgente, Tanner Anna, PS, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, Roquet Hervé, PSR</b>	<b>DFI</b>
	Empêcher les pertes financières	
20240167	<b>Überparteiliches Postulat, Scheuss Urs, Fraktion Grünes Bündnis, Eggli Roland, Fraktion GLP+, Sutter Andreas, Fraktion FDP, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO</b>	<b>PRA</b>
	Durchstich Personenunterführung West (Posttunnel) am Bahnhof Biel	
	<b>Postulat interpartis, Scheuss Urs, Groupe Alliance Verte, Eggli Roland, Fraktion PVL+, Sutter Andreas, Groupe FDP, Koller Levin, Groupe PS/JS</b>	<b>MAI</b>
	Percer le passage sous-voies ouest (tunnel de la Poste) à la Gare de Bienne	

<b>20240168</b>	<b>Postulat, Maurer Stefan, Fraktion SVP / Die Eidgenossen</b> Allgemein Gaskessel AJZ	<b>BKS</b>
	<b>Postulat , Maurer Stefan, Groupe UDC/Les Confédérés</b> Coupole et CAJ en général	<b>FCS</b>
<b>20240169</b>	<b>Überparteiliches Postulat, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP</b> Soll die Stadt weiterhin so viele Ressourcen für Labels und Zertifizierungen aufwenden?	<b>BEU</b>
	<b>Postulat interpartis, Bord Pascal, PRR, Sutter Andreas, FDP</b> La Ville doit-elle encore engager autant de ressources pour ses labels et certifications?	<b>TEE</b>
<b>20240170</b>	<b>Postulat, Arnold Niels, Fraktion GLP+</b> Der Gemeinderat wird aufgefordert zu prüfen, wie die Planung und Umsetzung von Bushaltestellen des regionalen Verkehrsnetzes preisgünstiger realisiert werden kann	<b>BEU</b>
	<b>Postulat , Arnold Niels, Groupe PVL+</b> Le Conseil municipal doit examiner comment l'on peut planifier et réaliser à moindre coûts les arrêts de bus du réseau de transport régional	<b>TEE</b>
<b>20240171</b>	<b>Interpellation, Francescutto Luca, Fraktion SVP/Die Eidgenossen</b> Tempo-30-Zonen in der Stadt Biel: sind sie gesetzeskonform?	<b>BEU</b>
	<b>Interpellation , Francescutto Luca, Groupe UDC/Les Confédérés</b> Zones 30 km/h en Ville de bienne: sont-elles en conformité?	<b>TEE</b>
<b>20240172</b>	<b>Interpellation, Maurer Stefan, Fraktion SVP / Die Eidgenossen</b> Energie Service Biel/Bienne: Diverse Fragen bezüglich Netzstabilität, Netzausbau und Administrativkosten	<b>BEU</b>
	<b>Interpellation , Maurer Stefan, Groupe UDC/Les Confédérés</b> Energie Service Biel / Bienne : questions concernant la stabilité et le développement du réseau ainsi que les frais administratifs	<b>TEE</b>

Postulat

## Motion interparti urgente

Dringlichkeit gewünscht

### Crise à répétition au Service des habitants et services spéciaux, secteur migration – que fait la direction ?

Pour que le Conseil de ville puisse suivre de manière informée la réorganisation urgente au Service des habitants et aux services spéciaux, nous demandons au Conseil municipal de prendre les mesures suivantes :

1. Établir une liste détaillée énumérant tous les incidents et dysfonctionnements survenus au Service des habitants et services spéciaux depuis ces dix dernières années, ainsi que leur date.
2. Pour chaque élément de la liste, mentionner quelles actions ou mesures ont été prises – et à quelle date - pour remédier aux problèmes, et mentionner quelles sont les mesures d'amélioration prévues si celles-ci n'ont pas déjà été implémentées.
3. Rédiger un rapport expliquant :
  1. Par quelles raisons la directrice de l'action sociale et de la sécurité a-t-elle justifié vis-à-vis du Conseil Municipal sa décision de mandater une fiduciaire privée (BDO) pour réorganiser le service des migrations, au lieu de confier cette tâche au supérieur hiérarchique de ce service, comme cela semble subitement possible selon les déclarations à la presse de début mai 2024?
  2. Comment expliquer qu'il ait fallu attendre 2024 pour que le délégué à la sécurité alloue 50% de son temps de travail pour résoudre les problèmes aux services spéciaux alors que ces problèmes sont connus depuis de nombreuses années et ont fait l'objet de plusieurs interventions parlementaires déjà ? Est-il réaliste que cette personne confie 50% de son temps de travail à cette tâche, et des mesures sont-elles prévues pour le décharger d'autres tâches à cet effet? Que faisait-il avant sur son taux d'activité à 100%?
  3. Comment expliquer qu'il ait fallu attendre plusieurs mois après les avertissements de l' OACOT sur l'incompatibilité entre le nouveau mandat à BDO et le mandat de cette dernière en tant que réviseur de la ville pour que la Ville mette un terme au mandat?
  4. Pourquoi la directrice de l'action sociale et de la sécurité ainsi que les juristes responsables dans sa direction n'ont-ils pas identifié de conflit d'intérêts potentiels en mandatant BDO, alors que cette entreprise assure les révisions des comptes de la ville pour la direction des finances, sachant que celle-ci est dirigée par l'ancien directeur de l'action sociale et de la sécurité?
  5. Pourquoi malgré les crédits pour engager plus de personnel pour renforcer ce service et pallier le retard accumulé dans le traitement des dossiers, celui-ci est-il toujours très élevé? Comment se fait-il que malgré plusieurs engagements supplémentaires, le nombre de dossiers ouverts ou en attente reste à 1400? Combien de personnes sont concernées par ces 1400 dossiers en retard ? Dans quel délai le Conseil municipal prévoit que les retards soient résorbés ?
  6. La directrice de l'action sociale et de la sécurité disait en 2023 déjà que la réorganisation des services des habitants et services spéciaux prendrait une année. 5 mois après ce délai, qu'a-t-il été entrepris pour améliorer la situation aux services spéciaux (en dehors du mandat à BDO)?

7. Quelles actions concrètes ont été réalisées avec les crédits libérés par le Conseil de ville pour améliorer les effectifs de personnel sous la direction de l'ancien directeur de l'action sociale et de la sécurité? Qu'est qui pourrait expliquer l'absence d'amélioration malgré l'augmentation des effectifs ?
8. À quelle date les deux cas de corruptions passives présumées ont-ils été connus de la direction du DSS et durant quelles périodes ces faits se sont-ils déroulés ? Si les faits se sont déroulés sous la direction de l'ancien directeur de l'action sociale et de la sécurité, et qu'il en était au courant, comment se fait-il que la dénonciation pénale n'ait eu lieu qu'en novembre 2023?

### Motivation :

Les récentes informations concernant les dysfonctionnements persistants au sein du Service des Migrations de Bienne suscitent une inquiétude profonde parmi les citoyens et les élus de notre ville. Malgré les nombreuses promesses de réforme, de restructuration et l'augmentation des effectifs, et même le changement de direction du département, la situation semble stagner, avec un nombre constant de dossiers en attente beaucoup trop élevé (1400) pour pouvoir permettre leur traitement dans des délais raisonnables. La fin abrupte du mandat externe donné à BDO pour accompagner la réorganisation du service malgré la présence d'un potentiel conflit d'intérêt évident ne doit pas retarder la réorganisation urgente du service qui est nécessaire pour les milliers de personnes dont le travail et la vie à Bienne dépendent de l'obtention d'un permis.

Biel/Bienne, le 16 mai 2024

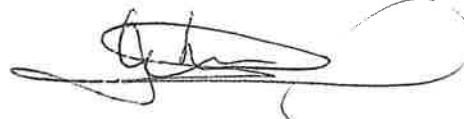
Hervé Roquet  
Groupe parlementaire PSR



Juliet Bucher  
Fraktion SP/JUSO



Ruth Kilezi  
Groupe parlementaire PSR



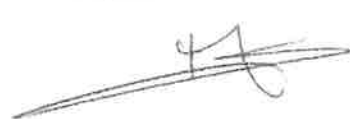
Kady Boly  
Groupe parlementaire PSR



Anna Tanner  
Fraktion SP/JUSO



Mohamed Hamdaoui  
Le Centre



Celik Pir Chè  
PdA

Ruth Tennenbaum  
Alliance verte Fraktion



Dringlichkeit gewährt

Dringliches Postulat der Kulturgruppe

## ESC 2025 in Biel/Bienne?


Der Gemeinderat wird gebeten zu prüfen, ob und wie der nächste ESC in Biel stattfinden könnte und dem Stadtrat Bericht zu erstatten zu folgenden Fragen:

1. Was würde die Durchführung des ESC für Biel bedeuten?
  - a) Welche Bedeutung würde der Stadt zukommen, wenn das internationale Rampenlicht auf Biel und die Region fallen würde?
  - b) Welche Auffassung hat der Gemeinderat betreffend Auswirkungen einer Durchführung des ESC in Biel auf die lokale Kulturszene?
  - c) Mit welchen Kosten und welchen Einnahmen könnten oder müssten gerechnet werden?
  - d) Welche Infrastruktur müsste aufgebaut werden? Wo könnte der ESC konkret stattfinden und welche anderen Player müssten mitziehen?
  
2. Was wären die nächsten Schritte?
  - a) Wie würde der Gemeinderat nun vorgehen, wenn diese Absichten weiterverfolgt würden?
  - b) Was ist die Haltung von den politischen, kulturellen und wirtschaftlichen Vertretungen in der Region?
  - c) Wie könnte Nemo noch stärker mit ins Boot geholt werden?
  
3. Wie ist die Haltung des Gemeinderates gegenüber übergeordneten, gesellschaftspolitischen Themen?
  - a) Welche Erwartungen hat der Gemeinderat bezüglich der gesellschaftspolitischen Meinungsfreiheit bezüglich dem ESC?
  - b) Was wären die Konsequenzen, wenn der ESC diese nicht einhalten würde?

Begründung:

Durch den Sieg von Nemo am diesjährigen Eurovision Song Contest (ESC) wird der nächste Austragungsort die Schweiz sein. Für Biel wäre es aus unterschiedlichen Gründen sehr spannend diesen internationalen Event nach Biel zu holen. Doch vorgängig stellen sich gewisse Fragen. Für Biel und die Kulturszene wäre dies eine einmalige Chance. Ausserdem ist es ein «Herzenswunsch» von Nemo den ESC oder zumindest das Opening in Biel zu machen. Darum wäre es spannend zu erfahren, was bereits angedacht ist und was auf uns zukommen würde. Da der ESC auch zu Recht für gewisse Haltungen und Verhalten kritisiert werden kann, ist es wichtig, dass der Gemeinderat dazu klar Position bezieht.


Biel/Bienne, 16.05.2024

  
Anna Tanner (SP/JUSO)

  
Josy Stolz & Rutz Kilezi (PSR)

  
Caroline Lehmann (GLP)

Daniela de Maddalena (Grüne)

  
Pir-Che Chelik (PdA)



Dringlichkeit gewährt

Dringliche Interpellation

## Finanzielle Verluste verhindern

Der Gemeinderat wird gebeten auf folgende Fragen Auskunft zu geben:

1. In welchen Gremien wird die Stadt Biel auf kantonaler und nationaler Ebene von der Finanzdirektion vertreten?
2. Wie kann sich die Stadt Biel auf kantonaler und nationaler Ebene in finanzpolitischen Themen einbringen?
3. Wie bereitet sich die Finanzdirektion und der Gemeinderat auf die kommenden Diskussionen betreffend FILAG (Finanz- und Lastenausgleich) im September 24 im Grossen Rat vor?
4. Wie kann sichergestellt werden, dass die Stadt Biel alle Leistungen im FILAG angibt und dadurch finanziell zurückvergütet wird?
5. Hat die Stadt Biel jeweils bei den Vernehmlassungsverfahren betreffend FILAG teilgenommen? Falls ja: was war die Antwort? Falls nein, wieso nicht?
6. Wie hat sich die Stadt Biel dafür eingesetzt, dass der Gesamtbetrag für die pauschale Zentrumslastenabgeltung erhöht und/oder an die Teuerung angepasst wird?
7. Welche Folgen erwarten uns als Stadt, falls wir weniger Geld über den FILAG erhalten und wie wird das kompensiert?

Begründung:

In der Beantwortung des Postulats «20230219, Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis, «Der Gemeinderat setzt sich für einen fairen Finanz- und Lastenausgleich ein» wird konstatiert, dass weniger Geld an die Städte Biel und Bern gehen werden. Andere Städte, primär Thun, aus dem Kanton Bern haben zusätzliche Kosten geltend machen können und diese beim Kanton eingefordert, womit ein neuer Verteilschlüssel von der Gesamtsumme für den FILAG vorgesehenen Gelder von 90,8 Mio Franken angewendet wurde. Der Gesamtbetrag habe sich jedoch nicht erhöht und deswegen bekommen nun die beiden genannten Städte Biel und Bern weniger Geld aus dem FILAG.

Ein anderes Thema ist die bevorstehende Diskussion im Grossen Rat betreffend Anfragen weiterer Gemeinden auf zusätzliche Mittel aus dem FILAG. Beispiel: „Motion Freudiger: Gleichbehandlung der fünf Gemeinden mit Zentrumsfunktion“. <https://www.rrgr-service.apps.be.ch/api/gr/documents/document/d4fb97302fa347619ab05247be8f71fb-332/7/2021.RRGR.230-RRB-D-235328.pdf>. Weitere Gemeinden werden sich dem anschliessen, um Gelder aus diesem Topf für sich zu beanspruchen. Hier ist nun die Stadt Biel gefragt, die nötigen Massnahmen zu treffen und strategisch geschickt vorzugehen, um nicht noch mehr Geld aus dem FILAG zu verlieren.

Biel/Bienne, 16. 05. 2024

  
Anna Tanner (SP/JUSO)

  
Stefan Rüber (Grüne)

  
Hervé Roquet (PSR)

## Überparteiliches Postulat

### DURCHSTICH PU WEST (POSTTUNNEL) AM BAHNHOF BIEL

Der Gemeinderat wird gebeten zu zeigen, ob und wie der Durchstich der sogenannten Personenunterführung West (PU West) resp. des Posttunnels im Nutzungskonzept für das Bieler Bahnhofgebiet zeitlich abgestimmt auf die geplanten Neubauten «Campus Biel-Bienne» sowie «Haus für Gesundheit und Prävention» erfolgen kann.

#### Begründung:

Im Jahr 2019 wurde der bestehende Posttunnel am Bahnhof Biel zu einer Personenunterführung (PU West) umgebaut, um die bestehenden Personenunterführungen zu entlasten. Allerdings wurde dabei auf einen Durchstich in Richtung See / Waserplatz verzichtet.

Aufgrund der geplanten Neubauten «Campus Biel-Bienne» und «Haus für Gesundheit und Prävention» sowie dem generellen Bevölkerungszuwachs ist davon auszugehen, dass das Personen- und Passagieraufkommen am Bahnhof Biel in den kommenden Jahren erheblich zunehmen wird und dadurch die bestehenden Personenunterführungen überlastet werden. Zudem führt der Schulweg vom Ausgang West des Bahnhofs über die Aarbergstrasse zum Gymnasium am Strandboden zu gefährlichen Situationen.

Der Durchstich in Richtung See / Waserplatz der PU West erscheint den Postulanten als einfache und kostengünstige Möglichkeit um diese Problematik zu lösen. Dadurch entsteht ein rascher Zugang zum «Haus für Gesundheit und Prävention» und die umliegenden Institutionen sowie eine bessere und sicherere Wegführung zum See mit Schiffländte und Barkenhafen und zum Gymnasium. Zudem würde der Durchstich die generelle Durchlässigkeit zwischen Stadt- und Seegebiet verbessern und den Personenfluss zielgerichteter gestalten, da dadurch eine bessere Trennung zwischen Passagieren (Hauptunterführung) und Nicht-Passagieren (PU West) erfolgen würde.

Aktuell wird durch die Stadt Biel ein Nutzungskonzept für das Bieler Bahnhofgebiet erarbeitet, welches als Planungsgrundlage für alle künftigen Projekte zur Weiterentwicklung und Neugestaltung des Bahnhofgebiets dienen soll. Alle erarbeiteten Szenarien sehen dabei den Durchstich PU West vor. Die Postulanten erachten es aufgrund obiger Begründung als wichtig, dass dieser zeitlich abgestimmt auf die geplanten Neubauten «Campus Biel-Bienne» sowie «Haus für Gesundheit und Prävention» erfolgt.

Biel/Bienne, 17. April 2024



Urs Scheuss  
Fraktion Grünes Bündnis



Roland Egli  
Fraktion GLP+



Andreas Sutter  
Fraktion FDP



Levin Koller  
Fraktion SP/Juso

## Postulat

### Allgemein Gaskessel AJZ

Aufgrund der aus unserer Sicht ungenügend beantworteten Fragen aus der Interpellation (Öffnungszeiten Gaskessel AJZ / Vertragsloser Zustand bezüglich der verantwortlichen Person für den Betrieb) fordern wir den Gemeinderat auf, untenstehende Punkte zu klären.

#### Unsere Forderungen an den Gemeinderat

1. Wir fordern Einsicht in den Vertrag zwischen dem AJZ und der Stadt Biel. Die Erstellung des Vertrages wurde dem Gemeinderat gemäss dem Sitzungsprotokoll vom 23.02.2011 in Auftrag gegeben. Dieser Vertrag war bindend zu dem gesprochenen Kredit.
2. Wir fordern Einsicht in die Versicherungsdokumente des Betreibers AJZ. Wir möchten hier die Versicherungsabdeckung kennen. Dort müsste grundsätzlich auch eine verantwortliche Person eingetragen sein!
3. Wir fordern Einsicht in die Geschäftsbücher des AJZ, da wir die Einstufung als reine «Begegnungsstätte» in Frage stellen. Das AJZ hat sich seit seinen Anfängen verändert und wir stellen uns die berechtigte Frage, ob die Einstufung als «Begegnungsstätte» wirklich noch zeitgemäss ist.
4. Gemäss einem Artikel im BT, wird das Rauchverbot nach wie vor nicht eingehalten. Dies sind unhaltbare Zustände. Wir fordern den Gemeinderat auf, dies jetzt endlich zu unterbinden. Es kann nicht sein, dass jeder andere Betrieb in der Schweiz gebüsst und das AJZ hier nicht in die Pflicht genommen wird. Da die Räumlichkeiten auch von Kindern genutzt werden, verstehen wir diese «Laisser-Fair» Strategie in einem Gebäude der Stadt Biel noch viel weniger!
5. Wie steht es um die Lärmemissionen in der Peripherie des AJZ? Wurden hierzu einmal Befragungen bei den betroffenen Eigentümern und Eigentümerinnen durchgeführt? Wir schlagen vor, eine solche Befragung proaktiv durchzuführen.

Besten Dank für Ihre Rückmeldung

Biel, 16.05.2024

Für die Fraktion SVP die Eidgenossen

  
Stefan Maurer

   
Schneider

    
Röll Willi Nills L



## **Postulat : La Ville doit-elle encore engager autant de ressources pour ses labels et certifications ?**

La Ville de Bienne dispose de plusieurs labels et certifications, comme par exemple celui de « Cité de l'Energie Gold ». A la différence d'un prix Nobel, où l'on reçoit de l'argent, il faut, pour accéder à une certification, engager des dépenses importantes en coûts externes pour payer l'organe de certification sont nécessaires, mais également assumer les coûts internes (financiers, ressources humaines) pour réaliser les processus et mesures nécessaires. Ces coûts ne sont pas uniques, mais reviennent de manière périodique.

Avec le déficit structurel dont souffre notre Ville, les postulants demandent au Conseil Municipal d'examiner :

De quels labels et certifications la Ville dispose ?

Pour chaque label :

- Quels sont les coûts externes et internes (y compris ressources humaines) induits ?
- Quelle est la valeur ajoutée, si possible chiffrée ?
- Peut-on arrêter les contributions durant une certaine période ?

Si la valeur ajoutée est plus faible que les coûts, la Ville ne devrait-elle pas renoncer à certains labels ?



PRR  
Pascal Bord



FDP  
Andreas Sutter

16.05.2024

# Postulat

Fraktion GLP+

**Der Gemeinderat wird aufgefordert zu prüfen wie die Planung und Umsetzung von Bushaltestellen des regionalen Verkehrsnetzes preisgünstiger realisiert werden kann**

- 1) Der Gemeinderat wird beauftragt abzuklären wie der Prozess zur Instandhaltung oder Erneuerung von Bushaltestellen heute läuft.
- 2) Der Gemeinderat soll ermitteln wie in der Finanzplanung die Instandhaltung oder Erneuerung abgebildet ist.
- 3) Der Gemeinderat soll darlegen wie er seine Rolle bei den Arbeitsvergaben sieht?

**Begründung:**

Die Anträge für Verpflichtungskredite zu Gunsten der Instandhaltung bzw. Realisierung von Bushaltestellen gibt immer wieder Anlass über die Kosten zu debattieren, dies umso Mehr unter dem Vorbehalt, dass die Bruttoverschulung der Stadt Biel seit Jahren ansteigt und mittlerweile rund 800 Millionen Franken erreicht hat. Dies Kosten für Bushaltestellen erstaunen umso mehr, da es sich sowohl in der Planung als auch in der Umsetzung um architektonisch relativ banale Werke handelt.

Im Namen der Fraktion GLP+

  
Niels Arnold

Vorlass Nr. / Interv. no \_\_\_\_\_  
Termin GR / Délai CM: \_\_\_\_\_  
Direktion / Direction: \_\_\_\_\_  
Mitbericht / Copypart \_\_\_\_\_

## Interpellation

16.05.2024

### Zones 30 km/h en Ville de Bienne : sont-elles en conformité ?

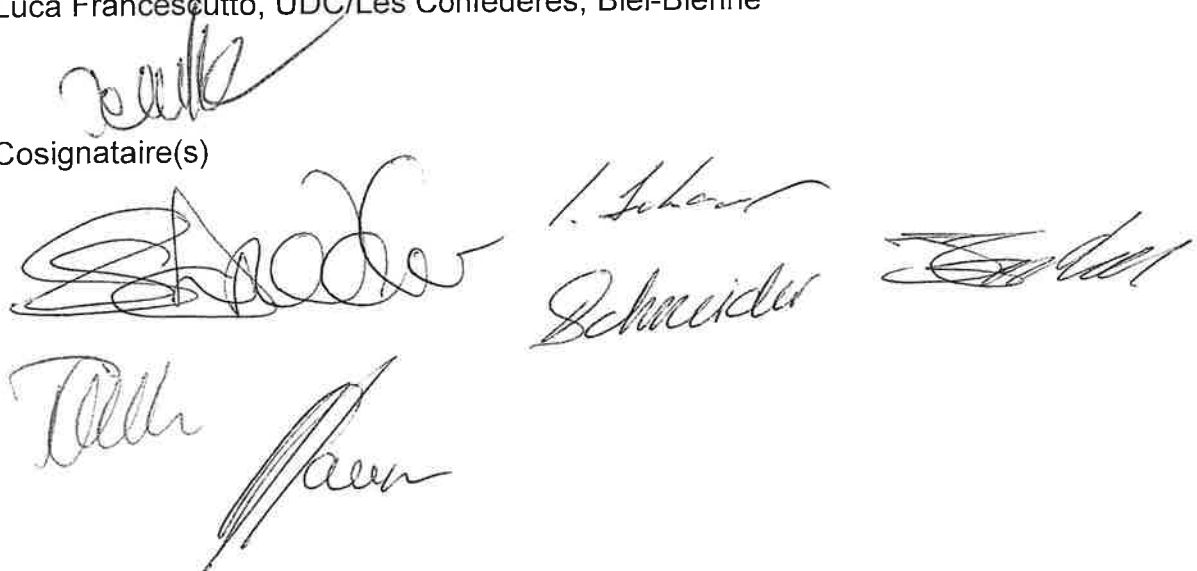
Les Chambres fédérales ont exprimé la nécessité d'une meilleure réglementation des zones 30 km/h. Suite à une motion adoptée par le Conseil des États, s'ajoutant à une précédente adoption par le Conseil national, l'objectif est de clarifier la désignation des routes et leur pertinence à l'intérieur des localités. Actuellement, le déploiement des zones 30 km/h est souvent désorganisé, y compris sur les artères principales, ce qui engendre une confusion. Il est proposé que la limitation de vitesse soit uniformisée à 50 km/h sur ces tronçons.

Dans cette optique, quelles mesures le Conseil Municipal envisage-t-il d'adopter pour garantir la conformité des futures zones 30 ?

En outre, est-il prévu que les zones 30 déjà établies fassent l'objet d'un réexamen afin d'assurer leur adéquation ?

Luca Francescutto, UDC/Les Confédérés, Biel-Bienne

Cosignataire(s)



The image shows several handwritten signatures in black ink. The largest signature is at the top left, followed by a smaller one. Below these are several other signatures of varying sizes and styles, some appearing to be 'L. Schenker', 'Schneider', and 'Pauer'.

## Interpellation

### Energie Service Biel / Bienne: Diverse Fragen bezüglich Netzstabilität, Netzausbau und Administrativkosten

#### Unsere Fragen an den Gemeinderat

1. Gemäss einem Artikel in «Der Bund», rüstet sich das Unternehmen EWB für die Energiezukunft mit einer Investition in die IT, von 100 Millionen Franken. Dies mit der Begründung von einer hohen Komplexität in der Energiebewirtschaftung und dem Abrechnungswesen. Da auch in der Stadt Biel mit kleinen und mittleren Fotovoltaikanlagen ausgerüstet wird, möchten wir vom ESB wissen, wie sie für die Zukunft gerüstet sind und was in Planung ist. Falls möglich mit den dazugehörenden Folgekosten.
2. Werden die unter Punkt 1 genannten Aufwände für den Endkunden eine Kostenfolge beim Energiepreis oder den Netzdienstleistungen haben?
3. Wie reagiert der ESB auf die Tatsache, dass immer mehr Energie über PVA in das Netz eingespeist wird, bezüglich dem Netzausbau? Kann man beim Netzausbau mit der Geschwindigkeit vom Zubau mit PVA mithalten? Welche Massnahmen, ausser der Subvention von Batteriespeichern gibt es sonst noch?
4. Es ist allgemein bekannt, dass bei Wolkenbildung und Regen eine schnelle und grosse Lastumlage bezüglich PVA / Energiefluss im Netz stattfindet. Wie mir bekannt ist, gab es schon Fälle, bei denen die Transformatoren in die Überlast kamen und eine Notabschaltung stattfand.  
Wie geht man beim ESB mit solchen Vorkommnissen um und hat dies längerfristig einen Einfluss auf die Netzstabilität und Ausfallsicherheit?
5. Wie steht es allgemein um die Netzurückwirkung bei Wärmepumpen, Fotovoltaikanlagen, E-Ladestationen usw.? Sieht man im Netzmonitoring gemäss (D-A-CH-CZ) schon Auswirkungen im Bereich der Oberschwingungen und Spannungsänderungen? Gibt es hierzu geplante Massnahmen, falls ein kritischer Bereich erreicht würde, welcher die geforderte Netzqualität beeinflusst?

Besten Dank für Ihre Rückmeldung

Biel, 16.05.2024

Für die Fraktion SVP die Eidgenossen

Stefan Maurer

11 17 11 5 L  
1. Schwan  
Schneider  
Müller

(wird von STK ausgefüllt)

Vorstoss Nr. / Interv. no: \_\_\_\_\_

Termin GR / Délai CM: \_\_\_\_\_

Direktion / Direction: \_\_\_\_\_

Mitbericht / Corapport: \_\_\_\_\_

Lukas Müller, parteilos

## Kleine Anfrage

### Antisemitismus in Biel

#### Frage(n)

Der Bieler Stadtpräsident E. F. hat sich gross auf SRF geäussert und sich über den Berner Regierungsratspräsidenten echauffiert, der seine freie Meinung über die antisemitischen Vorfälle am ESC geäussert hat. Nachdem er das Statement des Regierungsratspräsidenten gelesen habe, "schäme er sich dafür, Berner zu sein."

<https://www.srf.ch/news/schweiz/korrupter-esc-esc-schelte-von-regierungspraesident-wird-thema-im-parlament>

Angesichts der gut dokumentierten antisemitischen Vorfälle am ESC (Eden Golans ursprünglicher Songtext wurde zensiert, Israel-Fahnen von Fans der israelischen Teilnehmerin waren in Malmö verboten, Demonstranten riefen zurück nach Polen mit der israelischen Kandidatin) - die israelische Kandidatin erhielt in der Publikumswahl aus dem Schweizer und Deutschen Publikum dennoch die volle Punktzahl - stellt sich die Frage nach dem Schutz der Juden in Biel.

<https://www.nzz.ch/meinung/esc-in-malmoe-der-concours-wird-zur-antiisraelischen-kundgebung-ld.1830007>

In Biel sieht man seit langem keine Kippa tragenden Juden mehr auf der Strasse. Die Synagoge von Biel wurde mehrfach Opfer von Vandalen.

Daher die folgenden Fragen:

- Ist ein Regierungsrat, der sich gegen Antisemitismus einsetzt, ein Grund für den Stadtpräsidenten sich zu schämen?
- Hat die Bieler Regierung den Willen, die jüdische Gemeinde mit vollständigen Beiträgen an die Kosten der Sicherheitsmassnahmen zu unterstützen oder nimmt sie ein judenfreies Biel in Kauf?
- Besonders die Synagoge in Biel, aber auch Kirchen werden immer häufiger Ziel von Vandalenakten - unternimmt die Stadt etwas dagegen - oder lieber doch nicht? Falls ja - wo, wie?
- Ist der Gemeinderat bereit, die Religionsfreiheit zu verteidigen oder eher nicht?

Biel, 16.5.2024

Lukas Müller, parteilos



Mitunterzeichnende